

de solutions et du leadership de la part des dirigeants. Il ne faut pas que le bilinguisme soit un facteur de dissension dans notre pays; au contraire il doit nous rendre plus forts et fiers de notre patrimoine. Certaines régions du pays doivent faire preuve d'encore plus de compréhension et d'indulgence et toutes doivent essayer de résoudre le problème, au lieu de faire preuve d'intransigeance comme ceux qui, par leur esprit de clocher, cherchent à s'isoler du reste du pays.

A mes yeux, la façon la plus directe et la plus logique de trouver une solution satisfaisante, c'est de concentrer nos efforts sur la jeunesse canadienne à compter du niveau élémentaire. La plupart des parents que je connais tiennent sincèrement à ce que leurs enfants aient l'occasion, qu'ils n'ont pas eue au même âge, de se familiariser avec les deux langues à compter de la première année. Je crois donc que le gouvernement devrait trouver un moyen d'obtenir la collaboration de toutes les provinces pour concentrer les programmes sur la jeunesse afin que, d'ici quelques années, le pays s'oriente vraiment sur la voie du bilinguisme. Je suis très satisfait de voir le changement d'orientation préconisé dans le discours du trône.

J'aimerais maintenant faire quelques remarques à propos de quelques-uns des principaux problèmes qui se posent aux provinces maritimes et à la Nouvelle-Écosse en particulier. Si on ne leur apporte pas de solutions, ces problèmes ne pourront qu'accroître l'écart économique qui existe dans notre pays entre les provinces maritimes et les autres. Je ne voudrais pas que l'on m'accuse d'être injustement inquiet, c'est pourquoi je voudrais ajouter immédiatement que si ces problèmes sont résolus et si on tire profit des nombreuses possibilités dont nous disposons, des progrès extraordinaires seront accomplis pour réduire, à défaut d'éliminer, les disparités économiques qui nous affligent depuis tant d'années.

Le principal problème qui se pose aujourd'hui à la Nouvelle-Écosse est celui du coût extrêmement élevé de l'énergie électrique. Après l'Île-du-Prince-Édouard, c'est dans notre province que le prix de l'électricité est le plus élevé actuellement au Canada et, en plus, la Nova Scotia Power Corporation a demandé au Board of Public Utilities de la province l'autorisation d'appliquer une nouvelle augmentation substantielle du prix de l'électricité.

Si la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard se trouvent dans une position aussi peu enviable à cet égard c'est qu'elles dépendent presque entièrement de l'importation de pétrole étranger pour la production d'électricité. Elles ne possèdent pas les immenses ressources hydro-électriques dont bénéficient la plupart des autres provinces de notre pays et, par conséquent, elles doivent utiliser des combustibles fossiles pour alimenter leurs centrales thermo-électriques. 65 p. 100 de la production d'électricité de la Nouvelle-Écosse est réalisée à partir du pétrole, le reste à partir du charbon et il existe quelques centrales hydro-électriques.

Devant le prix élevé du charbon et en raison de l'absence d'énergie hydro-électrique, les précédents gouvernements provinciaux comme les services publics ont choisi d'utiliser le pétrole comme principal combustible pour la production d'électricité. Par conséquent, un certain nombre d'usines thermo-électriques qui fonctionnaient au charbon ont été transformées afin de pouvoir utiliser le pétrole. Peut-être

était-ce à l'époque une décision très avisée car les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient et le Venezuela donnaient pratiquement leur production, quand on compare les prix d'alors avec les prix actuels.

Toutefois, comme nous le savons fort bien, à la suite du conflit armé qui a secoué le Moyen-Orient en 1973, les pays de l'OPEP ont fixé conjointement les prix du pétrole qui, de ce fait, ont augmenté de plus de 500 p. 100. A l'époque, le pétrole coûtait \$1.75 le baril, maintenant il coûte plus de \$13 le baril à la livraison. Je serai modeste en disant que cette augmentation a eu un effet dévastateur sur la Nouvelle-Écosse, sur ses citoyens et sur son économie.

La Nova Scotia Power Corporation a besoin de quelque 10 millions de barils de pétrole chaque année pour produire la quantité d'électricité nécessaire pour satisfaire les besoins de ses citoyens et de son industrie. Dans ces conditions, les entreprises ne peuvent fonctionner qu'en répercutant l'augmentation du prix du pétrole sur les consommateurs, c'est-à-dire en augmentant leurs prix.

La province est alors contrainte de lancer un programme de conservation et d'utilisation efficace de l'énergie, ce qu'elle a d'ailleurs fait, et elle doit également développer d'autres sources énergétiques afin de dépendre beaucoup moins du pétrole importé, qui coûte très cher. La réalisation de tels programmes ne se fait cependant pas en un jour.

La source énergétique la plus abondante est le charbon, et la Nouvelle-Écosse dispose de bonnes réserves. La Nova Scotia Power Corporation construit deux nouvelles centrales thermiques utilisant du charbon au Cap-Breton; la première entrera en service à la fin de l'année 1979 et la deuxième en 1981. Il est possible que deux autres centrales soient achevées d'ici le milieu de l'année 1984. Quand ces deux dernières centrales seront en service, il sera possible d'importer environ 8 millions de barils de pétrole de moins.

● (1500)

Deux programmes à long terme offrent des possibilités intéressantes et aideraient certainement beaucoup à réduire la dépendance de la province vis-à-vis des combustibles fossiles. Il y a d'abord le programme d'aménagement de l'énergie marémotrice de Fundy dont on a beaucoup parlé et ensuite la construction d'un réseau d'énergie dans l'est du Canada qui pourrait utiliser l'énergie excédentaire que produiront un jour le Labrador, le Québec et le Nouveau-Brunswick.

Je pense avoir bien montré que la Nouvelle-Écosse a un problème énergétique unique et terrifiant et qu'elle essaie par tous les moyens possibles de faire face à ce qui est certainement un désastre imprévu aux proportions gigantesques. Cependant, même si l'on veut être optimiste, la province devra certainement attendre quelques années avant de profiter vraiment de ses possibilités énergétiques à moyen et à long terme.

J'aimerais signaler que de nouvelles augmentations importantes des tarifs énergétiques forceront inévitablement certaines industries à se retirer des affaires parce qu'elles ne pourront pas en supporter ces frais et continuer à livrer concurrence, ni même survivre. L'augmentation du chômage que cela entraînera ne fera qu'aggraver les problèmes socio-économiques actuels de la Nouvelle-Écosse. Bon nombre de propriétaires de Nouvelle-Écosse, surtout ceux qui ont un revenu fixe ou peu élevé, trouvent déjà difficile, sinon impos-